

SUD - Inrap

Face à la surdité gouvernementale, amplifions la mobilisation !

Paris, le 28 mai 2008

Le projet de loi sur la mobilité sera examiné par l'Assemblée nationale le 11 juin prochain. Ce projet de loi va casser le statut de la Fonction publique et va permettre aux différentes administrations de gérer les mesures issues de la RGPP (fusions, suppressions massives d'emplois...) par une gestion dirigiste en introduisant une plus grande flexibilité. De plus, ce projet introduit l'intérim et une plus grande facilité de licenciement des fonctionnaires. Ce projet rentre dans la logique de destruction programmée de la Fonction Publique et du statut de ses personnels.

Dans les prochains jours, de nouvelles mesures issues de la Révision Générale des Politiques Publiques seront annoncées.

Une nouvelle fois sans concertation aucune, le gouvernement va annoncer une nouvelle régression des politiques publiques. C'est le service public qui est assassiné, ce sont les dépenses sociales qui sont en voie d'extinction.

Face à un plan social, s'inscrivant dans la politique de rigueur généralisée, qui met en danger le statut, les conditions de travail, les services publics et veut mettre fin à la Fonction Publique de carrière, les personnels se mobilisent. Contrairement à ce que dit le gouvernement le mouvement s'étend dans un nombre important de secteurs :

Assemblée générale dans l'éducation nationale, occupation du rectorat de Guyane...

Assemblée générale au Musée du Louvre

Extension de la grève reconductible à la DGFIP (Impôts/Trésor)

Grève reconductible des douaniers du Havre, pétition à Marseille, manifestation des chercheurs le 25 mai, grève à la Météo le 5 juin, actions à la Concurrence et répression des fraudes...

Dans les régions, les établissements, les administrations, amplifions les mobilisations, multiplions les actions, décidons en AG de la grève reconductible !

L'Union syndicale Solidaires soutient les personnels en lutte et appelle tous les agents à amplifier la mobilisation. Elle dénonce avec la plus forte vigueur l'intransigeance du gouvernement et les interventions policières sur les piquets de grève tenus par les personnels des Finances.

Solidaires Fonctions publiques appelle à continuer et étendre le mouvement et à faire notamment de la semaine du 9 au 16 juin, une semaine importante de grève et d'actions.

L'Union syndicale Solidaires se joindra, dans la période, à toute initiative unitaire permettant d'accentuer le rapport de force pour faire reculer le gouvernement.

PETITION :
LE SERVICE PUBLIC EST NOTRE RICHESSE,
MOBILISONS-NOUS !

150 000 jeunes qui sortent chaque année sans diplôme du système scolaire, une crise du logement sans précédent depuis les années 1950, des inégalités qui se creusent de façon dramatique, des enjeux environnementaux colossaux, le défi démographique, l'innovation et la croissance à la traîne... Dans un tel contexte, chercher à accroître l'efficacité de l'action publique, c'est mieux mettre en oeuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Cela exige que la satisfaction des besoins essentiels soit reconnue comme un droit fondamental. Cela implique le choix d'une société solidaire, la maîtrise des biens communs et l'activité efficace de Services publics indispensables au développement économique, social et culturel. Face à la montée des inégalités, ils sont garants de l'exercice effectif des droits. L'intérêt général a besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire et non de salariés interchangeables et corvéables à merci ; de solidarité et non de concurrence ; de stabilité et non de précarité ; de sens des responsabilités et non de docilité ; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut des fonctionnaires, mis en oeuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

Mais ce n'est pas du tout ce à quoi nous assistons actuellement : de fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, une vaste opération de destruction des fondements du Service public et de la Fonction publique s'accélère sous nos yeux. La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par des cabinets privés. Elle s'attaque frontalement à l'ensemble de la Fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière. Comme déjà dans d'autres secteurs (Poste, EDF, télécommunications, transports...), cela signifie la détérioration organisée des services rendus au public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables, à la disparition de nombreuses autres.

Contrairement à ce qu'il prétend, le Président de la République n'a reçu aucun mandat pour remettre en cause ces acquis essentiels. Avec son gouvernement, il considère l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse. Creusant les déficits par sa politique fiscale, il veut réduire au maximum les dépenses d'intérêt général dans les secteurs de la famille, du logement, de la santé, de la solidarité, de l'emploi formation. Il refuse de répondre par des créations d'emploi à la situation critique de l'hôpital public. Il programme de nouvelles coupes claires dans les effectifs de fonctionnaires de l'État (160 000 suppressions en quatre ans). Il décharge l'État de nombreuses missions en les renvoyant vers les collectivités territoriales sans pour autant leur donner les moyens de développer de vrais services publics locaux et démocratiques, programmant le corsetage de l'emploi public territorial. Comme l'a clairement résumé le Premier ministre le 10 octobre 2007 « La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire. »

Nous ne l'acceptons pas !

Aux côtés des usagers, agents, élus, qui se battent quotidiennement pour le maintien et l'amélioration de services publics de proximité :

- **Nous sommes partisans d'une modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société.**
- **Nous voulons une véritable démocratisation de la décision, du contrôle et de l'évaluation associant citoyens et agents.**
- **Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable et pérenne des missions de service public.**
- **Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense d'un intérêt général qui ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers.**

Nous lançons un appel à une vaste mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice.

Organisons un débat démocratique, sans a priori, sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'État et des collectivités locales et la place des agents publics.

Contre la RGPP, rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité économique et sociale de tous les services publics.

Adresse pour remettre votre pétition papier :

Service-public-notre-richeesse, 144, boulevard de la Villette, 75019 PARIS

Signez la pétition en ligne : <http://service-public-notre-richeesse.fr/>

Pour tout contact : contact@service-public-notre-richeesse.fr

Un débat sur la mécanisation est lancé à l'Inrap. La tournure que prend ce débat a tendance à agacer beaucoup de collègues. En attendant la diffusion d'un texte sur la position de Sud Culture Solidaires Inrap sur ce sujet nous publions ce coup de gueule d'un collègue particulièrement remonté

Etes-vous pour ou contre la mécanisation des fouilles ?

Cette question n'a pas de sens. C'est essayer de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, de nous moutoniser, de nous faire radoter lors de jolis pince-fesses pseudo professionnels. Cela revient à choisir entre la truelle ou la pioche, le pinceau ou la rasette (le sabre ou le goupillon).

Les engins de terrassement mécanique sont des outils, au même titre que tous les outils déjà utilisés dans notre quotidien. Et un outil répond à une utilité, un besoin. Mais son maniement, s'il réclame un savoir faire, ne peut être sujet à une mode, un engouement, voire à une pression économique.

Si il est question de l'abus de son utilisation, la réponse est bien évidemment contenue dans la question : non, il ne faut pas abuser des bonnes choses, quant à s'en priver totalement ...

A quoi sert une pelle mécanique aujourd'hui ?

Pour les diagnostics, le débat est clos depuis plus de 20 ans. Le décapage des sites fait une large part à la mécanisation. La gestion des tas de déblais est beaucoup plus facile à la pelle mécanique qu'à la brouette. Qui n'a pas utiliser des engins pour terminer une fouille en quatrième vitesse ?

La question se pose plus spécifiquement pour la fouille elle-même. Peut-on fouiller avec une pelle mécanique ? autrement dit, une sépulture, une fosse, un mur, un sol, enfin l'ensemble des vestiges que l'on trouve habituellement peuvent-ils être dégagés, fouillés, étudiés à la pelle mécanique ?

Oui, évidemment ! On peut tout fouiller avec n'importe quel outil.

Celui qui choisi l'outil c'est évidemment...le RO, le SRA, l'AST, le devis etc... Mais bon pour faire simple on va dire « l'archéologue ». Et qu'est-ce qui préside au choix de « l'archéologue » ?

Les moyens mis à sa disposition ? ses habitudes ? les vestiges ? (non...pas les vestiges). Ce qui préside au choix par l'archéologue d'une **méthodologie** c'est la **problématique**.

Certains diront que ce n'est pas la problématique qui guide nos fouilles, nous réalisons une archéologie opportuniste, une archéologie dépendante des aménagements. Ceux qui démentent qu'une fouille préventive est dirigée par une problématique préalablement construite (même la veille de son démarrage), désavouent la dimension scientifique de notre discipline. On ne sauve

pas pour sauver, on sauve pour comprendre

Et l'on nous propose **demain** de vidanger les sites du début à la fin, de A à Z.?

La posture de héros sied mal aux archéologues. Se glorifier que tout est fait à la main sur son chantier ou au contraire se vanter de sauver le technicien et le site grâce au godet c'est se foutre la truelle dans l'œil !

C'est surtout se tromper de débat.

Les questions qui devraient être posées sont : Que cherchons-nous ? quelle méthode va nous permettre de trouver ce que nous cherchons ? Quels outils correspondent à cette méthode ?

Il vaut mieux militer pour une archéologie scientifique que s'asseoir sur un godet et, tel un Hamlet dérisoire, s'exclamer : « Mécanique or not mécanique ? ».

J'ajouterais donc une phrase, pour dire OUI à une mécanisation raisonnée des tâches mais NON à une mécanisation outrancière et imposée par la hiérarchie.

C'est à l'équipe de terrain de définir ce qui peut être mécanisé et ce qui va nécessiter une fouille fine et des moyens particuliers.

La concertation est souhaitable avec l'AST et le SRA, mais l'équipe doit rester libre de ses choix sur le terrain.

Déshabiller Paul pour habiller Pierre ou bienvenue chez les Chti's.

Les dotations prévisionnelles (en jour/homme diag et fouille) de l'interrégion Nord-Pas-de-Calais Picardie ont été estimées en 2008 quasi au même niveau que l'année précédente, malgré le démarrage prévu des diagnostics du Canal Seine-Nord Europe, à partir de mars 2008.

Aujourd'hui, et suite au retard de la maîtrise foncière par VNF, le départ des opérations de diagnostics est reporté au mois de septembre. La Direction Générale a décidé d'attribuer les jours diagnostics qui ne pourront être consommés sur ce chantier sur les autres inter-régions, en fonction des besoins estimés.

Pourtant, le délai de réponse aux aménageurs ne cesse de s'accroître dans l'interrégion concernée, ainsi que le volume du stock d'opérations à traiter, malgré les pressions exercées sur les agents prescripteurs. Que doit-on y comprendre ?????

Demande d'entrevue au ministère

Devant le silence intolérable de la part des Ministères concernés, au sujet du repyramidage catégoriel des agents et de la création d'une filiale pour la réalisation des fouilles du canal Seine-Nord-Europe, la section SUD Culture Solidaires de l'Inrap a demandé à être reçu par Mme Maylis Roques, conseillère sociale du MCC, afin de lui faire part de l'exaspération des agents sur cette situation.

A cette occasion, nous ne manquerons pas de faire part de nos propres propositions sur ces sujets, telles qu'elles ont été définies par l'ensemble de la section.

Pogroms à Naples...

Au début il y a seulement une colonne de fumée, un signal que personne ne lie à l'essaim de cyclomoteurs qui traversent le croisement de rue Argine, deux garçons en selle sur chaque scooter. L'explosion arrive quelque instant après : ce sont les bouteilles de gaz entreposées dans une baraque prise par le feu. Les flammes arrivent jusqu'à à la limite des lampadaires, la fumée devient un nuage noir et toxique, gonflée d'ordures et de plastiques calcinés Les baraques des Rom de la rue Malibrand forment un bûcher énorme. Ponticelli, 13h30, le règlement de comptes avec les «tziganes» est définitif et sans pitié. La circulation qui devient folle, le son des sirènes, les camions des pompiers, des papiers noircis qui voltigent dans l'air, les agents de garde au camp qui se regardent, perplexes. Ils restaient devant, ceux à cyclomoteur sont arrivés par derrière. Ils ouvrent les bras, ensuite, ce n'est pas si grave, beaucoup des Rroms étaient partis dans la nuit. «Cela aurait été mieux mieux» s'ils avaient été là», regrette un homme en polo noir Adidas. «Ceux-là on devrait tous les tuer.» Il parle depuis l'habitacle de sa Fiat Punto, où est accroché bien en évidence un crucifix où est écrit , «Sainte Maria delle Arco protégez -moi.» Le premier acte du spectacle, parce qu'il y en aura d'autres, s'est déroulé devant la Villa communale, l'unique oasis de verdure, avec piste cyclable annexe, de ce quartier à la périphérie orientale de Naples, où l'horizon est délimité par de vieux Hlm, filles de la spéculation immobilière voulues par Achille Lauro. Un homme grisonnant avec un blouson de jeans sur les épaules est le plus enthousiaste. «Qui travaille honnêtement peut rester, mais pour les autres il faut prendre des mesures, même avec le feu.» Le feu purifie, il bonifie le terrain.»de ces merdes qui ne se lavent jamais», ajoute un garçon avec des lunettes de soleil, cheveux gominés, tee shirt à la mode avec un coeur dessiné dessus, celui produit par Vieri et Maldini. Il y n'a pas de démocratie et l'État ne nous protège pas. Il ajoute, «la purification ethnique est nécessaire» mais comprend-il vraiment le sens de cette phrase ? Quand ils sont devant les télévisions, la réalité devient plus présentable, on embellit. La grosse femme avec le sac à provisions qui l'instant d'avant applaudissait et invectivait les pompiers ->laisse les brûler, autrement ils reviennent <- «Sainte Vierge quel désastre, pauvres diables, heureusement qu'il ne reste personne là-dedans». Le garçon aux lunettes de soleil devient soudainement plus calme : «c'est juste de les chasser, mais pas de cette manière.» La caméra de télévision s'éteint, il éclate de rire. Sous un arbre, de l'autre côté de la rue, il y a un groupe de garçons qui observent la scène. Ils regardent tout et tout le monde, personne ne les regarde. Ils semblent invisibles. Leur scooter est garé sur le trottoir. Le chef est un garçon avec un tee shirt moulant noir, les cheveux coupés courts sur le côté. Tous les présents savent qui il est, ils en connaissent avec précision sa parenté. C'est un des petits-enfants du cousin du «maire» de Ponticelli, ce Ciro Sarno qui même depuis la prison continue à être le signore du quartier, chef d'un clan de camorra qu'il a fait de l'enracinement dans le quartier sa force. Quand il voit que la confusion est à son maximum, il fait un signe aux autres. Ils s'activent et, ils démarrent leurs cyclomoteurs. Dix minutes après, du camp adjacent, celui en face des immeubles de douze étages appelés les Cinq tours s'élève un autre nuage de fumée dense et épaisse. Le camp est délimité par un tas d'ordures et de bâches. Ce sont les premiers à brûler, la fumée enveloppe les

Hlm. La claque se déplace, à moins de 200 mètres il y a un nouvel incendie à applaudir. Les garçons en cyclomoteur disparaissent. La radio de Police secours informe qu'il y a aussi des flammes dans les deux camps de rue Virginia Woolf, à la frontière avec la commune de Cercola. Sur le sol détrempé il y a une paire de bombes incendiaires rudimentaires. Les Rroms se sont échappés à la hâte. Dans les baraques il y a encore des marmites sur les fourneaux, les cartables des enfants. À l'entrée d'une de ces habitations en tôle et contre-plaqué, tenus ensemble par une gomme spongieuse, il y a un tableau encadré qui contient la photo agrandie d'un enfant souriant, habillé en Polichinelle. Florin, carnaval de 2008, la fête de l'école élémentaire de Ponticelli. A 14h50 il commence à pleuvoir à torrents, une pluie battante qui éteint tout. «Il valait mieux finir le travail», dit un homme âgé pendant qu'il se réfugie sous un auvent de la Villa communale. Une demi-heure plus tard, dans le quartier De Gasperi on voit beaucoup de ces visages jeunes qui montaient et descendaient des cyclomoteurs. C'est le fortin des Sarno, des maisons agglomérées, ceint par un vieux mur, avec une seule rue pour entrer et une pour sortir, avec des guetteurs qui feignent de lire le journal sur un banc et par contre qui sont payées pour signaler qui va et surtout qui vient. Mais cette chasse à l'homme ne s'explique pas seulement par la camorra. Cela serait rassurant, mais il n'est pas ainsi. En dessous de l'échangeur de l'autoroute Naples-Salerno, il y a encore les trois derniers camps rroms habités. Des plaques de ciment de l'autoroute tombent des flots d'eau marron sur les baraques. Vous êtes entourés par une série de panneaux en bois. Un groupe de femmes et de garçons qui habitent dans les maisons les plus délabrées, celles de la rue Madonnelle, traverse la place et se mettent devant « venez dehors pour que nous vous tuions», «nous avons préparé les bâtons.» La police se démène, un inspecteur tâche de raisonner ces femmes en furie. «Est-ce que vous n'êtes pas des braves gens, c'est ce qu'il leur dit, «Vous allez à l'église le dimanche, et maintenant vous voulez jeter de pauvres enfants à la rue ?» Ouiiiii répond le coeur. De derrière les panneaux apparaît une fille, la tête couverte d'un foulard trempé de pluie, elle tremble, de froid et de peur. Comme pour se protéger, elle tient sur son sein une fillette de quelques mois. Elle salue une des femmes les plus exaltée, une dame bien en chair. Elle la connaît. «Cette nuit nous partons. S'il vous plaît, ne nous faites pas de mal.» La dame écoute en silence. Puis elle fait un pas vers la Rrom, et elle crache. Elle rate la cible, elle atteint en pleine figure la fillette. L'inspecteur qui restait sur la trajectoire du crachat incendie du regard la femme. Tous les autres applaudissent. «Bien, très bien.»

En avant vers le Moyen-Âge, chacun à son rythme !

Article d'Imarisio Marco paru dans *le Corriere della sera* du 18 mai.

Mis en ligne sur le site d' RESF, www.educationsansfrontieres.org

Vous souhaitez en savoir plus sur SUD Culture Solidaires, son projet, ses statuts, ses tarifs d'adhésion?

Contactez-nous au 01 40 15 82 68 / fax : 01 40 15 85 99 / courriel : sud@culture.fr

www.sud-culture.org